

Charles-Édouard Sénac
Professeur des universités

COORDONNÉES PROFESSIONNELLES

Courriel : charles-edouard.senac@u-bordeaux.fr
Adresse : Université de Bordeaux
CERCCLÉ EA 7436 - Bureau 204
4, rue du Maréchal Joffre
33075 Bordeaux Cedex

THÈMES DE RECHERCHE

- Démocratie politique et représentation ; contrôle populaire des gouvernants
- Théorie et pratiques de la justice constitutionnelle

FONCTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Professeur des universités en droit public, Université de Bordeaux (depuis 2018)
Maître de conférences en droit public, Université de Picardie Jules Verne (2012-2018)
Chargé d'enseignements vacataire, Sciences-Po Paris (2011-2018)
Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université d'Orléans (2011-2012).
Chargé d'enseignements vacataire, Universités Paris II, Versailles Saint-Quentin-en
Yvelines et Évry Val d'Essonne (2010-2011).
Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Paris II (2007-2009)
Allocataire-moniteur, Université Paris II (2004-2007)

AFFILIATIONS SCIENTIFIQUES

Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et
l'État (CERCCLÉ) EA 7436 - Université de Bordeaux
Association française de droit constitutionnel (AFDC)
Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ)

PRIX ET DISTINCTIONS

Lauréat de la Fondation des Sciences sociales, promotion 2019 - « Crises de
confiance ? »
Prix de thèse de l'Université Panthéon-Assas Paris II, 2010

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

La révocation populaire des élu-e-s, colloque, 16 et 17 octobre 2019, Université de
Bordeaux, à paraître aux Éditions Mare & Martin.
Conférence-débat à l'occasion du bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De
la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes », 27 mars 2019,
Université de Bordeaux

La vie privée des responsables publics, colloque interdisciplinaire, 6 et 7 février 2019, Université de Picardie Jules Verne, à paraître aux Presses universitaires du Septentrion.

ANIMATION D'UN GROUPE DE RECHERCHE

- « Les Constitutions des États arabes : traductions, interprétations et analyses », codirection avec N. Abi Rached du programme de recherche internationale encadré par le CERCLE de l'Université de Bordeaux et le CEDROMA de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, janv. 2020-janv. 2022.
- « La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la techniques », codirection avec M. Christelle et B.-L. Combrade du projet de recherche QPC 2020 encadré par le CURAPP-ESS de l'UPJV et du CNRS, sept. 2018-juin 2020.

PARTICIPATION À UN GROUPE DE TRAVAIL

- « La légitimité en finances publiques », dir. C. Husson-Rochcongar, groupe de travail de la Société Française de Finances Publiques (SFFP), mai 2018-déc. 2019.
- « La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux en droit comparé », dir. D. Piana et F. Moliné, Société de législation comparée, sept 2016-sept. 2018.

TRAVAUX ET PUBLICATIONS

1) Droit constitutionnel (hors justice constitutionnelle)

Direction d'ouvrages collectifs

- *La révocation populaire des élus*, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit et science politique », 2021 (à paraître)
- *La vie privée des responsables publics*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Paradoxa », 2021 (à paraître).

Articles, chapitres et contributions

- « La révocation populaire des élus. Anatomie d'une institution démocratique », in Tanguy Pasquier-Briand (dir.) *Mélanges en l'honneur de Philippe Lauvaux*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2020, p. 777-795.
- « Le contrôle populaire des parlementaires en France et au Royaume-Uni : avancée démocratique ou virage populiste ? », in Aurélien Antoine, Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George, Elizabeth Gibson-Morgan (dir.), *Les constitutions sous pressions : la France et le Royaume-Uni à l'ère du populisme et du Brexit*, Paris, Société de législation comparée, 2021, coll. « Droit comparé et européen », à paraître.
- « Les limites au pouvoir de révision de la nouvelle Constitution tunisienne », *Revue Générale du Droit*, 2014, n° 14739 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=14739).
- « La loi "reconnaissant" le vote blanc : l'art de prendre les électeurs pour des pions », *Revue générale du droit*, 2014, n° 14748 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=14748)

Communications suivies d'une publication

- « Le contrôle populaire des élus », in Claudia Senik (dir.), *Crise(s) de confiance*, journée d'étude de la Fondation des Sciences sociales, Sciences Po Paris, 15 novembre 2019, Paris, *La Découverte*, coll. « Recherches », 2020, p. 56-72.

- « Données personnelles et transparence de la vie publique », in Emmanuel Netter (dir.), *Regards sur le nouveau droit des données personnelles*, 7 et 8 novembre 2016, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, CEPRISCA, coll. « Colloques », p. 317-341 ; *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2018 chron. n° 19 (www.revuedlf.com)
- « Pouvoirs publics et loyauté », in Sébastien Ferrari et Sébastien Hourson (dir.), *La loyauté en droit public*, 19 octobre 2015, Université Paris Descartes, Fondation Varennes, coll. « Colloques & essais », 2018, p. 150-162 [<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02715654>].
- « Les enjeux constitutionnels de la transparence de la vie publique », in Guillaume Tusseau (dir.), *La déontologie publique : trajectoire et présence d'une notion ambiguë, I. La transparence : principe et limites*, 14 mai 2014, Sciences Po Paris, Institut Francophone pour la Justice et la démocratie, coll. « Colloques & essais », 2019, p. 197-228 [<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02897513>].

Communications non publiées

- « Le projet de réforme institutionnelle. Un Parlement affaibli ? », in Bertrand-Léo Combrade (org.), *Le projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, 5 juin 2018, Université de Picardie Jules Verne.
- « Le contrôle parlementaire du renseignement et de l'antiterrorisme », in Mouloud Boumghar et Lucie Delabie (org.), *État de droit et dispositifs juridiques relatifs à la lutte contre le terrorisme : la tension entre mesures exceptionnelles et droit commun*, 30 septembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.

2) Justice constitutionnelle

Ouvrage

- L'office du juge constitutionnel. Étude du contrôle de constitutionnalité par les juridictions françaises*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ Lextenso Éditions, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », vol. 145, 2015, 613 p.

Articles, chapitres et contributions

- « Légalité constitutionnelle et légitimité politique de la décision budgétaire. À propos du contrôle *a priori* des lois de finances initiales par le Conseil constitutionnel », in Céline Husson (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Paris, Mare & Martin, 2021 (à paraître).
- « La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique » (avec Maxence Christelle et Bertrand-Léo Combrade), *Titre VII*, 2020, hors-série, <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-qpc-et-les-representants-d-interet-techniques-d-influence-et-influences-sur-la-technique>.
- « Le constat juridictionnel de l'abrogation implicite d'une loi par la Constitution », *Revue du droit public*, 2008, n° 4, p. 1081-1099.

Communications suivies d'une publication

- « Le contrôle des lois pénales incriminant les abus de la liberté d'expression par le Conseil constitutionnel », communication au X^{ème} Congrès français de droit constitutionnel, 22-24 juin 2017, Lille, *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2017 chron. n° 27, <http://www.revuedlf.com/droit-constitutionnel/le-controle-des-lois-penales-incriminant-des-abus-de-la-liberte-d-expression-par-le-conseil-constitutionnel/>.

- « La répression pénale des abus de la liberté d'expression devant le Conseil constitutionnel français », in Marie-Claude Najm Kobeh (dir.), *La liberté d'expression et ses juges : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives*, colloque international 2 et 3 mars 2017, Université Saint-Joseph de Beyrouth, Éditions de l'USJ, 2018, p. 39-73.

Commentaires, notes, chroniques

- « Saisine directe du Conseil constitutionnel d'une question prioritaire de constitutionnalité. Chronique sous Cons. const., 21 nov. 2014, n° 2014-440 QPC, M. Jean-Louis M. », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 16-17.
- « Cour de discipline budgétaire et financière. Chronique sous Cons. const., 24 oct. 2014, n° 2014-423 QPC, M. Stéphane R et a. », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 17-18.
- « Le renouveau de la jurisprudence *État d'urgence en Nouvelle-Calédonie* », *Revue du droit public*, 2013, n° 6, p. 1453-1488.
- « Le Conseil constitutionnel pose une question préjudicielle à la Cour de Luxembourg, CC, déc. n° 2013-314P QPC, 4 avril 2013, M. Jeremy F. [Absence de recours en cas d'extension des effets du mandat d'arrêt européen - question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne] », *Revue générale du droit*, 2013, n° 7288 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=7288)
- « La recevabilité de la question prioritaire de constitutionnalité contre une loi du pays de Nouvelle-Calédonie : désaccords au Palais-Royal. Note sous CE, 11 avril 2012, Établissements Bargibant SA, n° 356339 et CC, 22 juin 2012, Établissement Bargibant SA, n° 2012-258 QPC », *Revue française de droit administratif*, 2012, n° 5, p. 977-990 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-02243247>).
- « Chronique sous Cons. const., 18 juin 2012, n° 2012-254 QPC : Fédération de l'énergie et des mines - Force ouvrière FNEM FO (Régimes spéciaux de sécurité sociale) », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 23 oct. 2012, p. 22.
- « Chronique sous Cons. const., 25 nov. 2011, n° 2011-199 QPC : M. Michel G. (Discipline des vétérinaires) », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 10 juin 2012, p. 18-19.
- « La censure d'une discrimination entre héritiers français et étrangers par le juge constitutionnel. Note sous Cons. const., 5 août 2011 (déc. n° 2011-159 QPC) », *Gazette du Palais*, 12 oct. 2011, p. 5-7.

3) Droit administratif

Articles, chapitres et contributions

- « La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux au Royaume-Uni » (avec Aurélie Duffy-Meunier et Sébastien Hourson), in Daniela Piana et François Molinié (dir.), *La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux en droit comparé*, Société de législation comparée, coll. « Droit comparé et européen », vol. 30, 2018, p. 203-228.
- « Le droit à l'oubli en droit public », *Revue du droit public*, 2012, n° 4, p. 1157-1170
- « Le concept d'irresponsabilité de la puissance publique », *Revue française de droit administratif*, 2011, n° 6, p. 1198-1207 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-02243201>).

Communication suivie de publication

- « L'ambivalence du double degré de juridiction en contentieux administratif », in Benjamin Defoort (dir.), *L'appel : regards croisés en procédures civile et administrative*, 5 octobre 2018, Université de Tours, Institut Francophone pour la Justice et la démocratie, coll. « Colloques & essais », 2020, p. 37-48.

Communications non publiées

- « L'impact sur la liberté d'expression de la lutte anti-terrorisme », in Daniela Piana et François Molinié (org.), *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux en droit comparé*, 10 novembre 2017, Sciences Po Paris.
- « La liberté religieuse de l'usager du service public est-elle source de discriminations positives ? Le cas des menus confessionnels en prison », in C. Husson (org.), *État et religion. La souveraineté de l'individu face à l'État souverain*, 15 décembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.

Commentaires, notes, chroniques

- « Le principe de laïcité comme PFRLR, Commentaire sous CE, 6 avril 2001, Syndicat national des enseignants du second degré, requête numéro 219379, requête numéro 221699, requête numéro 221700 : rec. p. 521. », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1868 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=1868)
- « Conseil constitutionnel et réserves d'interprétation "par ricochet", Commentaire sous CE Sect., 22 juin 2007, Lesourd, requête numéro 288206 », *Revue générale du droit*, 2007, numéro 1861 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=1861)
- « La technique d'interprétation conforme d'un texte de loi, Commentaire sous l'arrêt CE Ass., 14 décembre 2007, Département de la Charente Maritime, n°286891 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 186 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=1864)
- « Ordonnances de l'article 38 et gouvernement titulaire de l'habilitation, Commentaire sous l'arrêt CE Sect. 5 mai 2006 Schmitt n° 282352 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1858 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=1858)
- « Valeur et invocabilité de la Charte de l'environnement, Commentaire sous CE, 19 juin 2006, Association Eau et rivières de Bretagne, requête numéro 282456 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1851 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=1851)
- « Régime des ordonnances non ratifiées, Conseil d'Etat, Ass., 11 décembre 2006, Conseil national de l'ordre des médecins, requête numéro 279517, requête numéro 283983, publié au recueil Lebon p. 510 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1857 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=1857)

4) Philosophie et théorie du droit

Communications suivies d'une publication

- « La théorie réaliste de l'interprétation est-elle une théorie anarchiste ? », in Chloé Bertrand, Raphaël Brett, Flore Pulliero, Noé Wagener (dir.) *Droit et anarchie*, 23 novembre 2012, Université Paris Sud, Paris, Éditions L'Harmattan, coll. « Presses universitaires de Sceaux », 2013, p. 103-118 [<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02282193>].
- « Les typologies de la recherche interdisciplinaire », in Eléonora Bottini, Pierre Brunet, Lionel Zevounou (dir.) *Usages de l'interdisciplinarité en droit*, 5 et 6 octobre 2011, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest, coll. « Sciences juridiques et politiques », 2014, p. 19-33 [<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01535590>].

Communications non publiées

- « Propos introductifs : présentation d'un classique de la culture juridique », in Charles-Édouard Sénac (org.), *Conférence-débat à l'occasion du bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes »*, 27 mars 2019, Université de Bordeaux.
- « "Quelle légitimité pour le Conseil constitutionnel ?" Interroger les discours », in Céline Husson-Rochcongar (org.), *La légitimité en finances publiques (I). L'hypothèse de la légitimité organique : qui a le « dernier mot » en matière financière ?*, 13 décembre 2018, Université de Picardie Jules Verne.

5) Vulgarisation de la recherche

- « Comment destituer nos Maires ? », interview par Manon Mercier, *France info TV*, 28 juin 2020 (<https://www.youtube.com/watch?v=HFzMDHimfyc>)
- « Affaire Griveaux : le contrôle des responsables publics, et non le voyeurisme, doit orienter le regard du public », *Le Monde*, 18 février 2020, p. 27.
- « Élections municipales : condamnés aujourd'hui, élus demain ? », interview par Gilles Rof et Julie Carriat, *Le Monde.fr*, 26 novembre 2019.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

ENSEIGNEMENTS ACTUELS :

Contentieux constitutionnel, *M2 droit public fondamental*, Université de Bordeaux
Droit public, *Prépa ENM*, Institut d'Études Judiciaires de Bordeaux
Droits constitutionnels européens (Royaume-Uni, Allemagne, Suisse, Italie), *L2 droit*, Université de Bordeaux
Introduction au droit public américain, *L1 droit et langue*, Université de Bordeaux
Droit et grands enjeux du monde contemporain, *L1 droit*, Université de Bordeaux

ENSEIGNEMENTS PASSÉS :

Droit et cultures, *L1 droit parcours droit international*, Université de Bordeaux
Contentieux constitutionnel, *M1 droit*, Université de Picardie Jules Verne
Contentieux administratif, *M1 droit*, Université de Picardie Jules Verne
Droit du service public, *M1 administration publique*, Université de Picardie Jules Verne
Procédures administratives, *L2 droit*, Université de Picardie Jules Verne
Droit constitutionnel, *L1 droit*, Université de Picardie Jules Verne
Institutions politiques comparées, 1^{ère} année, *Sciences Po Paris*

AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

Chargé de mission QPC, service juridique du Conseil constitutionnel, nov. 2010-déc. 2012
Stagiaire, service de la documentation du Conseil constitutionnel (févr.-mars 2007 et juill.-août 2007).